

✓

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la  
Communauté française et germanophone et de la Région wallonne**  
**[SCP329.021**

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 26 NOVEMBRE 2007 FIXANT  
LES CONDITIONS DE REMUNERATION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007 POUR  
CERTAINS SECTEURS DE LA SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE  
SECTEUR SOCIO-CULTUREL DEPENDANT DE LA COMMUNAUTE  
FRANÇAISE : ATELIERS DE PRODUCTION, BIBLIOTHEQUES, CENTRES  
CULTURELS, CENTRES DE JEUNES, ÉDUCATION PERMANENTE,  
FEDERATIONS SPORTIVES, LA MEDIATHEQUE, ORGANISATIONS DE  
JEUNESSE, TELEVISIONS LOCALES

CHAPITRE I<sup>ER</sup> : CHAMP D'APPLICATION

Article 1<sup>er</sup> .

La présente convention s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et relevant d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants et à leurs travailleurs :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 1921, de l'arrêté royal du 4 avril 1925, de l'arrêté royal 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;

- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté royal du 7 avril 1971;
- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Cette convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs concernés par la convention collective de travail du 1<sup>er</sup> juillet 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour certains secteurs de la commission paritaire pour le secteur socio-culturel (Région de Bruxelles-Capitale) et par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion Socio-Professionnelle, les Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées (Région wallonne).

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et les employés, masculins et féminins.

Dans la présente convention, par "barème de référence", il faut entendre le barème tel que déterminé par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée (Région wallonne).

## CHAPITRE II : REMUNERATIONS

### Art. 2.

Sans préjudice des dispositions de l'article 11, les rémunérations minimales par catégorie de personnel occupé à temps plein, telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant la classification de fonctions pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales, sont basées, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, sur les barèmes repris à l'annexe 1, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Ces barèmes sont une base minimale.

### Art. 3.

Le travailleur occupé à temps partiel doit, pour un même travail ou un travail de valeur égale, bénéficier d'une rémunération proportionnelle à celle du travailleur occupé à plein temps, et ce conformément à l'article 9 de la convention collective de travail n°35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981.

Art. 4.

L'ancienneté qui est prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs est l'ancienneté reconnue dans le contrat de travail et, au minimum, l'ancienneté dans l'association.

Art. 5.

En dérogation à l'article 4, les travailleurs qui ont vu leur ancienneté neutralisée le 1<sup>er</sup> janvier 2003, du fait de leur requalification comme travailleur employé dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi, voient cette neutralisation maintenue.

Art. 6.

Les adaptations barémiques liées à l'ancienneté s'opèrent le premier jour du mois qui suit la date anniversaire du contrat.

CHAPITRE III : AFFECTATION

Art. 7.

§ 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 11, et considérant, à la date de la conclusion de la présente convention, l'absence de visibilité à moyen et long termes en matière de financement dans le cadre du décret sur l'emploi, les employeurs s'engagent à affecter les moyens supplémentaires versés pour 2007 par la Communauté française dans le cadre de l'accord du non-marchand du 28 juin 2006 à l'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations, à concurrence du coût de la somme d'une prime de fin d'année, déterminée selon les modalités visées aux articles 8 et 9 de la présente convention collective de travail, et de 100% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée (Région wallonne), charges patronales comprises.

L'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations doit être répartie de façon équitable entre les travailleurs.

L'affectation des sommes ne peut pas porter sur des sommes découlant de l'octroi d'avantages qui préexistaient à l'application de la convention collective de travail du 15 décembre 2003 fixant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française, sauf pour la part de ceux-ci qui découle de l'évolution des barèmes, ou de l'affectation des moyens supplémentaires, en application des conventions collectives de travail du 15 décembre 2003, du 3 juin 2005, du 10 mars 2006, du 5 octobre 2006 et de la présente convention collective de travail fixant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française, ainsi qu'en application des conventions ultérieures de même nature exécutant l'accord du non marchand.

Sauf si un accord est ou a été pris dans l'entreprise à ce propos au sein du conseil d'entreprise, avec la délégation syndicale ou, à défaut d'existence de ces organes, par convention collective de travail, les avantages octroyés qui ne sont pas soumis au paiement de cotisations de sécurité sociale n'entrent pas en ligne de compte dans la masse salariale telle qu'évoquée dans cet article.

§ 2. Au cas où la masse salariale annuelle, rapportée à chacun des travailleurs, est égale ou supérieure à la somme d'une prime de fin d'année, déterminée selon les modalités

visées aux articles 8 et 9 de la présente convention collective de travail, et de 100% des barèmes déterminés par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 précitée, le §1er de cet article ne s'applique pas.

§ 3. L'employeur communique à chaque travailleur un document comprenant, pour l'année 2007, les données ci-dessous, au plus tard à la fin du mois qui suit la communication à l'association par l'administration de la Communauté française de la notification conforme de l'ensemble des subventions dues en vertu du Décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi socio-culturel.

1. Détermination de la somme à affecter dans l'association en 2007

- 1.1. Moyens supplémentaires à ceux de 2006 obtenus pour la période 2007 en vertu du Décret de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi du secteur socio-culturel : il s'agit des subventions proméritées en fonction du nombre d' « emplois subventionnés » ou « permanents » ou « bibliothécaires gradués » tels que pris en compte par la Communauté française en 2005 et 2006 rapporté en équivalents temps-plein, le cas échéant, du nombre d'emploi « ex-FBIE » tels que pris en compte par la Communauté française en 2005 et 2006 rapporté en équivalents temps-plein et en fonction du nombre total d'emplois de l'association affectés à des missions correspondant à l'objet de sa reconnaissance par la Communauté française (« solde à répartir » ou « reliquat »).
- 1.2. Masse salariale découlant de l'application de la convention collective de travail du 5 octobre 2006 avant toute affectation qui aurait été opérée en vertu de l'article 7 (A) : il s'agit de la somme des rémunérations 2006 et des cotisations patronales correspondantes dues en 2006 sur base de la convention collective de travail fixant les barèmes pour la période 2006, mais en soustrayant les sommes consacrées à l'affectation opérée, le cas échéant en 2006.
- 1.3. Masse salariale découlant de l'application de la présente convention collective de travail avant toute affectation qui devrait être opérée en vertu de l'article 7 (B) : il s'agit de la somme des rémunérations 2007 et des cotisations patronales correspondantes dues en 2007 sur base de la présente convention collective de travail, y compris la régularisation due sur base de la présente CCT, mais non comprises les sommes consacrées à l'affectation à opérer, le cas échéant en 2007.
- 1.4. Coût de l'augmentation des barèmes pour la période 2007  
Il s'agit de la différence entre B et A.
- 1.5. Affectation découlant des années précédentes  
Il s'agit des montants résultant du dispositif d'affectation des périodes précédentes.
- 1.6. Somme plafonnée à affecter découlant de la période 2007  
La somme disponible pour l'affectation est égale aux moyens supplémentaires (1.1) additionnés des sommes découlant de l'affectation opérée les années précédentes (1.5), déduction faite du coût de la régularisation des barèmes (1.4) en tenant compte du plafond d'application de l'affectation, tel que prévu à l'article 7, §2, de la présente convention.

## 2. Méthode d'affectation

Pour autant qu'une somme soit disponible pour l'affectation, il s'agit d'une description de la façon dont les sommes déterminées au 1.6 sont réparties équitablement entre les travailleurs de l'association.

Les données des points 1 et 2 sont communiquées à la délégation syndicale, au conseil d'entreprise ou au comité pour la prévention et la protection au travail.

Pour la détermination de la somme à affecter dans l'association en 2007, l'employeur peut communiquer ces informations suivant une autre méthode de calcul pour autant que celle-ci permette d'identifier la somme à affecter et d'assurer une information transparente sur les moyens supplémentaires ainsi que sur la masse salariale et son évolution.

Le montant dévolu à chaque travailleur est indiqué sur sa fiche de paie et fait l'objet d'une note de calcul au moment de la liquidation.

### Art. 8.

Pour l'application du processus d'affectation visé à l'article 7 de la présente convention collective, le montant minimum de la prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

La partie forfaitaire est fixée conformément à l'article 5, § 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 1987. Le montant de cette partie forfaitaire était de 311,96 euros en 2006. Pour l'année 2007, le montant sera publié au Moniteur belge.

La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération due au travailleur pour le mois d'octobre de l'année considérée, multipliée par 12. Si le travailleur n'a pas bénéficié de sa rémunération pour le mois d'octobre de l'année considérée, la rémunération à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de la prime de fin d'année, est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rémunération pour ce mois, si celle-ci avait été due.

Pour les travailleurs à temps partiel, le montant de la partie forfaitaire est calculé au prorata de leur régime de travail.

### Art. 9.

Pour l'application du processus d'affectation visé à l'article 7 de la présente convention collective, la période de référence pour le calcul de la prime de fin d'année s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre.

Lorsque le travailleur n'a pas été occupé, chez le même employeur, durant toute la période de référence, le montant de la prime de fin d'année est fixé proportionnellement au nombre de jours d'occupation dans l'entreprise pendant la période de référence.

En outre, le montant de la prime est réduit au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année, autres que celles résultant de l'application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en matière de vacances annuelles, de jours fériés légaux, de petits chômages, de maladie professionnelle, d'accident de travail et de repos d'accouchement, de congé parental et de périodes de maladie ou d'accident, couvertes par un salaire garanti.

#### CHAPITRE IV : LIAISON DES BAREMES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

##### Art. 10.

Sans préjudice de l'application aux rémunérations de la convention collective de travail du 20 mars 1997 relative à la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation, les barèmes visés à l'annexe 1 sont liés à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, et publié au Moniteur belge, et sont adaptées suivant les modalités prévues par la convention collective de travail du 20 mars 1997 précitée, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 14 septembre 1997.

L'indice pivot à la date de la conclusion de la convention est 104,14 (base 2004 = 100).

#### CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

##### Art. 11.

Sans préjudice des dispositions de l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le réaménagement éventuel des masses salariales annuelles doit, dans les institutions où le total des rémunérations et avantages est égal à, ou plus élevé que ceux qui sont prévus par la présente convention collective de travail, être discuté par le conseil d'entreprise ou, à défaut, convenu en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale ou, à défaut, convenu dans une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

##### Art. 12.

Les parties conviennent que les avantages accordés par la présente convention collective de travail sont liquidés aux travailleurs, au plus tard le mois qui suit la liquidation des subventions y afférant par les administrations concernées.

#### CHAPITRE VI : DUREE DE VALIDITE

##### Art. 13.

La convention collective de travail du 5 octobre 2006 fixant les conditions de rémunération au 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour certains secteurs de la sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Éducation permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales est remplacée par la présente convention collective de travail.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne.

1

**Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en  
Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest  
(PSC 329.02)**

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 26 NOVEMBER 2007 TOT  
VASTSTELLING VAN DE LOONVOORWAARDEN OP 1 JANUARI 2007 VOOR  
SOMMIGE SECTOREN VAN HET PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SOCIO-  
CULTURELE SECTOR DIE AFHANGEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP:  
PRODUCTIEATELIERS, BIBLIOTHEKEN, CULTURELE CENTRA,  
JONGERENCENTRA, PERMANENTE OPVOEDING, SPORTFEDERATIES, LA  
MEDIATHEQUE, JONGERENORGANISATIES, LOKALE TELEVISIES

**HOOFDSTUK I : TOEPASSINGSGBIED**

Artikel 1.

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest en die vallen onder één van de volgende erkennings- en/of subsidiëerings-organismen en op hun werknemers :

- Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstruc-tuur inzake creatie op radio;
- Bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectorvoorziening, gewijzigd door de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voor zover het betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;
- Culturele Centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd door het decreet van 10 april 1995;
- Jeugthuizen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugthuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongereninformatiecentra en van hun federaties;
- Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 5 september 1921, het koninklijk besluit van 4 april 1925, het koninklijk besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

- Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;
- "La Médiathèque", erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 7 april 1971;
- Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;
- Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die betrokken zijn bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waalse Gewest : de "Entreprises de Formation par le Travail", de "Organismes d'Insertion Socio-Professionnelle", de "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", de "Missions Régionales pour l'Emploi" en de "Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle" erkend door het Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées (Waals Gewest).

Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden verstaan.

In deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "referteloonsschaal" verstaan, de loonschaal zoals bepaald door voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 (Waalse Gewest).

## **HOOFDSTUK II : LONEN**

Art. 2.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 11, zijn de minimumlonen per voltijds tewerkgestelde personeelscategorie zoals omschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de functieclassificatie voor sommige sectoren van het Paritair comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, Jongerencentra, Permanente opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties, Lokale televisies, vanaf 1 januari 2007 gebaseerd op de loonschalen opgenomen als bijlage 1, die integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst.

Deze loonschalen zijn een minimumbasis.



## Art. 3.

De deeltijds tewerkgestelde werknemer moet, voor eenzelfde werk of een werk van dezelfde waarde, een loon ontvangen dat in verhouding staat tot dat van een voltijds tewerkgesteld werknemer, en dit overeenkomstig artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 35 van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van het arbeidsrecht inzake deeltijdse arbeid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981.

## Art. 4.

De anciënniteit die in rekening genomen wordt om het loon van de werknemers te bepalen is de anciënniteit erkend in de arbeidsovereenkomst en, minimaal, de anciënniteit in de vereniging.

## Art. 5.

In afwijking van artikel 4 wordt voor de werknemers wier anciënniteit werd geneutraliseerd op 1 januari 2003 wegens hun herkwalificatie als werknemer tewerkgesteld in het kader van de programma's ter bevordering van de tewerkstelling deze neutralisatie behouden.

## Art. 6

De aanpassingen van de loonschalen gekoppeld aan de anciënniteit gebeuren de eerste dag van de maand die volgt op de verjaardatum van de overeenkomst.

## HOOFDSTUK III : BESTEDING

## Art. 7.

§1. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 11, en overwegende het ontbreken van een middellange en langetermijnvisie inzake financiering in het kader van het decreet op de tewerkstelling, op de datum van het sluiten van deze overeenkomst, verbinden de werkgevers zich ertoe om de bijkomende middelen die gestort zijn voor 2007 door de Franse Gemeenschap in het kader van het non-profitakkoord van 28 juni 2006 te besteden aan de verhoging van de loonsom om de verbetering van de lonen mogelijk te maken, ten belope van de kosten van het bedrag van een eindejaarspremie, bepaald volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 8 en 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en van 100% van de loonschalen bepaald door voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 (Waals Gewest), werkgeverslasten inbegrepen.

De verhoging van de loonsom om een verbetering van de lonen mogelijk te maken moet billijk onder de werknemers verdeeld worden.

De besteding van de sommen mag niet steunen op sommen die voortvloeien uit de toekenning van voordelen die reeds bestonden bij de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot vaststelling van de loonvoorwaarden voor bepaalde sectoren van het paritair subcomité voor de socio-culturele sector die

afhangen van de Franse Gemeenschap, behalve voor deze die voortvloeit uit de evolutie van de loonschalen of uit de besteding van de bijkomende middelen, bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten van 15 december 2003, van 3 juni 2005, van 10 maart 2006, van 5 oktober 2006 en van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de loonvoorwaarden voor bepaalde sectoren van het paritair subcomité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap, evenals bij toepassing van de latere overeenkomsten van dezelfde aard die het non-profitakkoord uitvoeren.

Behalve als er hierover een akkoord wordt of werd gesloten in de onderneming in de ondernemingsraad, met de vakbondsafvaardiging of, indien deze organen niet bestaan, bij collectieve arbeidsovereenkomst, komen de toegekende voorwaarden die niet onderworpen zijn aan de betaling van sociale zekerheidsbijdragen niet in aanmerking in de loonsom, zoals vermeld in dit artikel.

§ 2. Indien de jaarlijkse loonsom, bekendgemaakt aan elke van de werknemers, gelijk is aan of hoger is dan het bedrag van een eindejaarspremie, bepaald volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen 8 en 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en van 100% van de loonschalen bepaald door voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002, is § 1 van dit artikel niet van toepassing.

§ 3. De werkgever bezorgt elke werknemer een document met hierin, voor het jaar 2007, onderstaande gegevens, uiterlijk op het einde van de maand die volgt op de mededeling aan de vereniging door de administratie van de Franse Gemeenschap van de kennisgeving overeenkomstig alle subsidies verschuldigd krachtens het Decreet van 17 december 2003 betreffende socio-culturele tewerkstelling.

1. Bepaling van de te besteden som in de vereniging in 2007

1.1. Bijkomende middelen bij die van 2006 voor de periode 2007 krachtens het Decreet van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende de tewerkstelling in de non-profitsector : het gaat om beloofde subsidies in functie van het aantal "gesubsidieerde of permanente banen" of "gegradueerde bibliothecarissen", zoals in aanmerking genomen door de Franse Gemeenschap in 2005 en 2006, gerapporteerd in voltijdse equivalenten en in functie van het totale aantal banen van de vereniging besteed aan taken die overeenkomen met het doel van haar erkenning door de Franse Gemeenschap ("te verdelen saldo" of "overschot").

1.2. Loonsom die voortvloeit uit de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 oktober 2006 vóór elke besteding die zou zijn gebeurd krachtens artikel 7 (A) : het gaat om de som van de lonen 2006 en van de overeenstemmende verschuldigde werkgeversbijdragen in 2006 op basis van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de loonschalen voor de periode 2006, maar door aftrek van de sommen besteed aan de gedane besteding, in dit geval in 2006.

1.3. Loonsom die voortvloeit uit de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst vóór elke besteding die zou zijn gebeurd krachtens artikel 7 (B) : het gaat om de som van de lonen 2007 en van de overeenstemmende verschuldigde werkgeversbijdragen in 2007 op basis van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met inbegrip van de regularisatie verschuldigd op basis van deze cao, maar met uitsluiting van de sommen besteed aan de uit te voeren besteding, in dit geval in 2007.

1.4. Kosten van de verhoging van de loonschalen voor de periode 2007

Het gaat om het verschil tussen B en A.

1.5. Besteding die voortvloeit uit de vorige jaren

Het gaat om de bedragen die voortkomen uit bestedingsvoorzieningen van de vorige periodes.

1.6. Te besteden geplafondeerde som die voortvloeit uit de periode 2007

De beschikbare som voor de besteding is gelijk aan de bijkomende middelen (1.1.) aangevuld met de sommen die voortvloeien uit de besteding gedaan tijdens de vorige jaren (1.5.), met aftrek van de kosten van de regularisatie van de loonschalen (1.4.), rekening houdend met het plafond dat van toepassing is voor de besteding, zoals bepaald in artikel 7,  2 van deze overeenkomst.

## 2. Bestedingsmethode

Voor zover er een som beschikbaar is voor de besteding, gaat het om een omschrijving van de wijze waarom de sommen bepaald in 1.6. gelijk worden verdeeld onder de werknemers van de vereniging.

De gegevens van de punten 1 en 2 worden meegedeeld aan de vakbondsafvaardiging, aan de ondernemingsraad of aan het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Voor de bepaling van de te besteden som in de vereniging in 2007 kan de werkgever deze informatie meedelen volgens een andere berekeningsmethode, voor zover deze het mogelijk maakt om de te besteden som te identificeren en een doorzichtige informatie te waarborgen over de bijkomende middelen en over de loonsom en de evolutie ervan.

Het bedrag dat elke werknemer te beurt valt, wordt vermeld op zijn loonfiche en zal het voorwerp uitmaken van een berekeningsnota op het ogenblik van de vereffening ervan.

## Art. 8.

Voor de toepassing van het bestedingsproces bedoeld in artikel 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestaat het minimumbedrag van de eindejaarspremie uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een variabel gedeelte.

Het forfaitair gedeelte wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 5, §2, 1° van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige houders van een bezoldigde functie ten laste van de schatkist, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 december 1987. Het bedrag van dit forfaitair gedeelte bedroeg 311,96 euro in 2006. Voor het jaar 2007 zal het bedrag gepubliceerd worden in het Belgisch Staatsblad.

Het variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het loon verschuldigd aan de werknemer voor de maand oktober van het betrokken jaar, vermenigvuldigd met 12. Als de werknemer zijn loon niet ontvangen heeft voor de maand oktober van het betrokken jaar, is het loon dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het variabel gedeelte van de eindejaarspremie het loon dat als basis zou hebben gediend om zijn loon voor deze maand te berekenen indien dit verschuldigd zou zijn geweest.

Voor deeltijdse werknemers wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte berekend naar rato van hun arbeidstelsel.

#### Art. 9

Voor de toepassing van het bestedingsproces bedoeld in artikel 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, loopt de referentieperiode voor de berekening van de eindejaarspremie van 1 januari tot 30 september.

Wanneer de werknemer niet bij dezelfde werkgever was tewerkgesteld tijdens de gehele referentieperiode, wordt het bedrag van de eindejaarspremie vastgesteld in verhouding tot het aantal tewerkstellingsdagen in de onderneming tijdens de referentieperiode.

Bovendien wordt het bedrag van de premie verminderd naar rato van de afwezigheden tijdens het jaar, die niet voortvloeien uit de toepassing van de wettelijke, réglementaire en conventionele bepalingen inzake jaarlijkse vakantie, wettelijke feestdagen, klein verlet, beroepsziekte, arbeidsongeval en bevallingsrust, ouderschapsverlof en périodes van ziekte of ongeval, gedekt door een gewaarborgd loon.

### **HOOFDSTUK IV : KOPPELING VAN DE LOONSCHALEN AAN DE INDEX VAN DE CONSUMPTIEPRIJZEN**

#### Art. 10.

Zonder afbreuk te doen aan de toepassing op de lonen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997 betreffende de koppeling van de lonen aan de index van de consumptieprijzen, worden de loonschalen vermeld in bijlage 1 gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen die maandelijks wordt vastgesteld door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie, en gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, en worden aangepast volgens de modaliteiten bepaald in de hierboven vermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14 september 1997.

De spilindex op de datum van het sluiten van de overeenkomst bedraagt 104,14 (basis 2004 = 100).

## **HOOFDSTUK V : DIVERSE BEPALINGEN**

Art. 11.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 51 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, moet de eventuele herziening van de jaarlijkse loonsommen in de instellingen waar het totaal van de lonen en voordelen gelijk is aan, of hoger dan die welke bepaald zijn door deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden besproken door de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, overeengekomen in overleg tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging of, bij gebreke daarvan, overeengekomen in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.

Art. 12.

De partijen komen overeen dat de voordelen die toegekend worden door deze collectieve arbeidsovereenkomst aan de werknemers zullen worden verrekend uiterlijk de maand die volgt op de verrekening van de betreffende subsidies door de betrokken administraties.

## **HOOFDSTUK VI. GELDIGHEIDSDUUR**

Art. 13.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 5 oktober 2006 tot vaststelling van de loonvoorwaarden op 1 januari 2006 voor sommige sectoren van het paritair subcomité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap : Productieateliers, Bibliotheken, Culturele centra, Jongeren centra, Permanente Opvoeding, Sportfederaties, "La Médiathèque", Jongerenorganisaties, Lokale televisies wordt vervangt door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2007 voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Loonschalen

Barèmes

Lonen vanaf 1 januari 2007  
(86,17%)

Rémunérations à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007  
(86,17%)

De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 octies gesloten in de Nationale Arbeidsraad, legt de verplichting op het gewaarborgd gemiddeld minimuminkomen in acht te nemen.

La convention collective de travail n°43 octies conclue au sein du Conseil National du Travail impose de respecter le revenu minimum moyen garanti.

Pivot / Spil = 104,14 (base 2004 - basis 2004)

### Echelon 1 / Rang 1

	<b>Annuel / Jaarloon</b>	<b>Mensuel / Maandloon</b>	<b>Horaire / Uurloon</b>
0	14.795,76	1.232,98	7,49
1	16.034,88	1.336,24	8,11
2	16.119,24	1.343,27	8,16
3	16.203,36	1.350,28	8,20
4	16.287,60	1.357,30	8,24
5	16.371,60	1.364,30	8,29
6	16.455,84	1.371,32	8,33
7	16.540,44	1.378,37	8,37
8	16.624,68	1.385,39	8,41
9	16.708,68	1.392,39	8,46
10	17.227,44	1.435,62	8,72
11	17.311,44	1.442,62	8,76
12	17.395,56	1.449,63	8,80
13	17.479,80	1.456,65	8,85
14	17.564,16	1.463,68	8,89
15	17.648,64	1.470,72	8,93
16	17.733,00	1.477,75	8,97
17	17.816,64	1.484,72	9,02
18	17.901,00	1.491,75	9,06
19	17.985,36	1.498,78	9,10
20	18.069,60	1.505,80	9,14
21	18.153,84	1.512,82	9,19
22	18.238,08	1.519,84	9,23
23	18.322,08	1.526,84	9,27
24	18.406,56	1.533,88	9,32
25	18.490,92	1.540,91	9,36
26	18.574,92	1.547,91	9,40
27	18.659,28	1.554,94	9,44
28	18.659,28	1.554,94	9,44
29	18.659,28	1.554,94	9,44
30	18.659,28	1.554,94	9,44
31	18.659,28	1.554,94	9,44

**Echelon 2 / Rang 2**

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	16.210,20	1.350,85	8,20
1	17.491,56	1.457,63	8,85
2	17.659,92	1.471,66	8,94
3	17.828,28	1.485,69	9,02
4	17.996,88	1.499,74	9,11
5	18.165,24	1.513,77	9,19
6	18.333,48	1.527,79	9,28
7	18.501,96	1.541,83	9,36
8	18.670,44	1.555,87	9,45
9	18.838,56	1.569,88	9,53
10	19.499,52	1.624,96	9,87
11	19.701,48	1.641,79	9,97
12	19.903,68	1.658,64	10,07
13	20.105,76	1.675,48	10,17
14	20.307,36	1.692,28	10,28
15	20.509,44	1.709,12	10,38
16	20.711,64	1.725,97	10,48
17	20.913,72	1.742,81	10,58
18	21.115,68	1.759,64	10,69
19	21.317,88	1.776,49	10,79
20	21.519,96	1.793,33	10,89
21	21.721,56	1.810,13	10,99
22	21.923,64	1.826,97	11,09
23	22.125,96	1.843,83	11,20
24	22.328,04	1.860,67	11,30
25	22.529,88	1.877,49	11,40
26	22.731,96	1.894,33	11,50
27	22.934,16	1.911,18	11,61
28	23.135,88	1.927,99	11,71
29	23.340,72	1.945,06	11,81
30	23.340,72	1.945,06	11,81
31	23.340,72	1.945,06	11,81

## Echelon 3 / Rang 3

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	18.329,04	1.527,42	9,28
1	<b>19.721,40</b>	1.643,45	9,98
2	19.721,40	1.643,45	9,98
3	20.608,68	1.717,39	10,43
4	20.608,68	1.717,39	10,43
5	21.536,28	1.794,69	10,90
6	21.536,28	1.794,69	10,90
7	22.505,28	1.875,44	11,39
8	22.505,28	1.875,44	11,39
9	23.517,84	1.959,82	11,90
10	23.517,84	1.959,82	<b>11,90</b>
11	24.576,36	2.048,03	<b>12,44</b>
12	24.576,36	2.048,03	12,44
13	25.682,16	2.140,18	13,00
14	25.682,16	2.140,18	13,00
15	26.530,08	2.210,84	13,43
16	26.530,08	2.210,84	13,43
17	26.951,16	2.245,93	13,64
18	26.951,16	2.245,93	13,64
19	27.606,72	2.300,56	13,97
20	27.606,72	2.300,56	13,97
21	28.261,68	2.355,14	14,30
22	28.261,68	2.355,14	14,30
23	28.917,00	2.409,75	14,63
24	28.917,00	2.409,75	14,63
25	29.572,56	2.464,38	14,97
26	29.572,56	2.464,38	14,97
27	30.227,52	2.518,96	15,30
28	30.227,52	2.518,96	15,30
29	30.227,52	2.518,96	15,30
30	30.227,52	2.518,96	15,30
31	30.227,52	2.518,96	15,30



**Echelon 4.1 / Rang 4.1.**

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	19.863,96	1.655,33	10,05
1	21.309,96	1.775,83	10,78
2	21.309,96	1.775,83	10,78
3	22.409,64	1.867,47	11,34
4	22.409,64	1.867,47	11,34
5	23.565,96	1.963,83	11,93
6	23.565,96	1.963,83	11,93
7	24.781,80	2.065,15	12,54
8	24.781,80	2.065,15	12,54
9	26.060,88	2.171,74	13,19
10	26.060,88	2.171,74	13,19
11	27.405,48	2.283,79	13,87
12	27.405,48	2.283,79	13,87
13	28.819,80	2.401,65	14,58
14	28.819,80	2.401,65	14,58
15	29.972,28	2.497,69	15,17
16	29.972,28	2.497,69	15,17
17	31.171,20	2.597,60	15,77
18	31.171,20	2.597,60	15,77
19	32.417,76	2.701,48	16,41
20	32.417,76	2.701,48	16,41
21	33.030,48	2.752,54	16,72
22	33.030,48	2.752,54	16,72
23	33.686,16	2.807,18	17,05
24	33.686,16	2.807,18	17,05
25	34.341,12	2.861,76	17,38
26	34.341,12	2.861,76	17,38
27	34.996,20	2.916,35	17,71
28	34.996,20	2.916,35	17,71
29	34.996,20	2.916,35	17,71
30	34.996,20	2.916,35	17,71
31	34.996,20	2.916,35	17,71

Echelon 4.2 / Rang 4.2.

A

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandioon	Horaire / Uurloon
0	23.438,28	1.953,19	11,86
1	24.640,08	2.053,34	12,47
2	24.640,08	2.053,34	12,47
3	25.513,92	2.126,16	12,91
4	25.513,92	2.126,16	12,91
5	26.387,40	2.198,95	13,35
6	26.387,40	2.198,95	13,35
7	27.261,48	2.271,79	13,80
8	27.261,48	2.271,79	13,80
9	28.134,84	2.344,57	14,24
10	28.572,00	2.381,00	14,46
11	29.445,48	2.453,79	14,90
12	29.445,48	2.453,79	14,90
13	30.319,44	2.526,62	15,34
14	30.319,44	2.526,62	15,34
15	31.192,80	2.599,40	15,79
16	31.192,80	2.599,40	15,79
17	32.066,52	2.672,21	16,23
18	32.066,52	2.672,21	16,23
19	32.940,24	2.745,02	16,67
20	32.940,24	2.745,02	16,67
21	33.814,20	2.817,85	17,11
22	33.814,20	2.817,85	17,11
23	34.687,44	2.890,62	17,55
24	34.687,44	2.890,62	17,55
25	35.561,40	2.963,45	18,00
26	35.561,40	2.963,45	18,00
27	36.434,76	3.036,23	18,44
28	36.434,76	3.036,23	18,44
29	36.434,76	3.036,23	18,44
30	36.434,76	3.036,23	18,44
31	36.434,76	3.036,23	18,44

## Echelon 5 / Rang 5

	<b>Annuel / Jaarlooon</b>	<b>Mensuel / Maandioon</b>	<b>Horaire / Uurloon</b>
0	25.612,68	2.134,39	12,96
1	26.626,68	2.218,89	13,48
2	26.626,68	2.218,89	13,48
<b>3</b>	27.367,68	2.280,64	13,85
4	27.367,68	2.280,64	13,85
5	28.108,56	2.342,38	14,22
6	28.108,56	2.342,38	14,22
7	28.850,16	2.404,18	14,60
8	28.850,16	2.404,18	14,60
9	29.591,04	2.465,92	14,98
10	30.027,84	2.502,32	15,20
11	30.769,20	2.564,10	15,57
12	30.769,20	2.564,10	15,57
13	31.510,20	2.625,85	15,95
14	31.510,20	2.625,85	15,95
15	32.251,44	2.687,62	16,32
16	32.251,44	2.687,62	16,32
17	32.992,68	2.749,39	16,70
18	32.992,68	2.749,39	16,70
19	33.733,44	2.811,12	17,07
20	33.733,44	2.811,12	17,07
21	<b>34.474,80</b>	2.872,90	17,45
22	34.474,80	2.872,90	17,45
23	35.216,04	2.934,67	17,82
24	35.216,04	2.934,67	17,82
25	35.957,16	2.996,43	18,20
26	35.957,16	2.996,43	18,20
27	36.698,16	3.058,18	18,57
28	36.698,16	3.058,18	18,57
29	36.698,16	3.058,18	18,57
30	<b>36.698,16</b>	3.058,18	18,57
31	36.698,16	3.058,18	18,57

## Echelon 6 / Rang 6

	Annuel / Jaarloon	Mensuel / Maandloon	Horaire / Uurloon
0	26.751,00	2.229,25	13,54
1	<b>28.062,00</b>	2.338,50	14,20
2	28.062,00	2.338,50	14,20
3	29.236,08	2.436,34	14,80
4	29.236,08	2.436,34	14,80
5	30.410,04	2.534,17	<b>15,39</b>
6	30.410,04	2.534,17	15,39
7	<b>31.584,12</b>	2.632,01	<b>15,98</b>
8	<b>31.584,12</b>	2.632,01	15,98
9	32.758,32	2.729,86	16,58
10	33.195,12	<b>2.766,26</b>	16,80
11	34.368,84	2.864,07	17,39
12	34.368,84	2.864,07	17,39
13	35.543,16	2.961,93	17,99
14	35.543,16	2.961,93	17,99
15	36.717,00	3.059,75	18,58
16	36.717,00	3.059,75	18,58
17	37.891,08	3.157,59	19,18
18	37.891,08	3.157,59	19,18
19	39.065,16	3.255,43	19,77
20	39.065,16	3.255,43	19,77
21	40.239,12	3.353,26	20,36
22	40.239,12	3.353,26	20,36
23	41.413,08	3.451,09	20,96
24	41.413,08	3.451,09	20,96
25	41.413,08	3.451,09	20,96
26	41.413,08	3.451,09	20,96
27	<b>41.413,08</b>	3.451,09	20,96
28	41.413,08	3.451,09	20,96
29	41.413,08	3.451,09	20,96
30	41.413,08	3.451,09	20,96
31	41.413,08	3.451,09	20,96